



## Règlement de la Consultation

**Maintenance des autocommutateurs téléphoniques et des installations associées de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.**

**Marché n°2021CYUCPU0S003**

**Pouvoir Adjudicateur,**  
CY CERGY PARIS UNIVERSITE  
33 boulevard du port  
95000 CERGY-PONTOISE

Représenté par :  
Le Président de l'Université,  
Monsieur François GERMINET.

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :  
JEUDI 28 JANVIER 2021 à 12h00**

**Votre réponse à cette consultation doit être déposée sur la plateforme dématérialisée « PLACE » dans les conditions définies dans ce document**

**La réponse électronique est obligatoire mais aucune signature électronique n'est exigée.**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1- OBJET ET DEFINITION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2- NATURE ET ETENDUE DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
Estimatif du marché.....	3
<b>ARTICLE 3- CONSTITUTION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>3</b>
3.1 Allotissement .....	3
3.2. Variante :.....	3
3.3 Options (au sens du droit communautaire).....	3
<b>ARTICLE 4- DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5- MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6- DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 8 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE CANDIDATURE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 09 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 10 VISITE DE SITES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 : CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS .....</b>	<b>6</b>
Transmission dématérialisée .....	6
<b>ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13. ATTRIBUTION FINALE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15: LITIGES, INFORMATION SUR LES RECOURS ET JURIDICTION COMPETENTE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 16: VOIES DE RECOURS.....</b>	<b>8</b>

## ARTICLE 1- OBJET ET DEFINITION DE LA CONSULTATION

---

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations de maintenance préventive, correctives et curatives des autocommutateurs téléphoniques et des installations associées à l'ensemble du parc immobilier de CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Les modalités techniques et d'exécution des prestations sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## ARTICLE 2- NATURE ET ETENDUE DU MARCHÉ

---

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre en application des articles L.2125-1-1 et R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est en mono-attribution, il sera un conclu avec un seul titulaire.

L'accord-cadre est composé :

-d'une partie à prix forfaitaire relative à la maintenance préventive et corrective de niveau 1,2 et 3 définie par la norme FD X60.000,  
-d'une partie à prix unitaires relative aux maintenances correctives de niveau 4 et 5 selon la norme FD X60.000. Cette partie s'exécute, en partie par l'émission de bons de commande et par la conclusion de marchés subséquents, conformément aux articles R.2162-3, R.2162-7, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre:

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum ni maximum.

### Estimatif du marché

---

Le montant estimatif de l'accord-cadre sur sa durée totale, soit 48 mois est de :

- 112 000 €, partie à prix forfaitaire
- 148 000 €, partie à prix unitaires.

Ces montants sont donnés à titre indicatif, sans aucun engagement de la part de CY Cergy Paris Université.

## ARTICLE 3- CONSTITUTION DE L'ACCORD-CADRE

---

### 3.1 Allotissement

---

Le présent accord-cadre n'est pas alloti

### 3.2. Variante :

---

Aucune variante n'est autorisée

### 3.3 Options (au sens du droit communautaire)

---

Le présent marché public ne comporte pas de tranche optionnelle.

Le présent marché public pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 4 ci-dessous.

## **ARTICLE 4- DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

---

La durée de l'accord-cadre est 12 mois à partir de la date de notification. Il est reconduit tacitement trois fois pour de nouvelles périodes de 12 mois. La durée totale ne peut excéder 48 mois.

En cas de non reconduction, le Titulaire sera avisé par courrier recommandé avec accusé de réception au minimum un mois avant la fin de la période en cours.

## **ARTICLE 5- MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT**

---

Après constatation de service fait, les sommes dues au titulaire du marché, sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Le mode de règlement est le mandat administratif, par virement bancaire.

## **ARTICLE 6- DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

---

Le délai de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de remise des plis.

## **ARTICLE 7 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

---

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC),
- Les annexes financières de l'acte d'engagement : BPU (bordereau des prix unitaires) et DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe : planning prévisionnel
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications doivent être reçues par les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date ;

## **ARTICLE 8 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

---

### **PARTIE CANDIDATURE**

---

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

#### **1. Au titre de la recevabilité des candidatures au regard des conditions d'accès à la commande publique et de la situation fiscale et sociale des candidats**

- Du formulaire DC1 ou équivalent ;
- Du formulaire DC2 ou équivalent ;
- D'une Inscription au registre du commerce ou des métiers (extrait KBIS) ;
- D'une déclaration de pouvoir, datée et signée par le représentant légal, dans le cas où le signataire des pièces du marché et des attestations ne serait pas le représentant légal de la société ;

- Des attestations fiscales et sociales prouvant que le candidat est en règle au niveau des déclarations de la société (la transmission n'est pas obligatoire à ce niveau de la consultation).

Les candidats ont la possibilité de recourir au DUME.

## **2. Au titre des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats**

- Des qualifications, de la certification constructrice concernant la prestation objet du marché à jour (avant-vente, vente, technique...)
- D'une déclaration du chiffre d'affaire des trois dernières années, relatif à la prestation du présent marché ou l'indiquer sur le formulaire DC2
- D'une déclaration relative à l'importance de l'effectif des trois dernières années ;
- D'une présentation de la société, et, le cas échéant, de l'agence locale chargée de l'exécution des prestations ;
- D'une liste des principales références relatives aux prestations du présent marché, datant de moins de trois ans, indiquant les noms et les coordonnées téléphoniques des sociétés servant de référence ainsi que le nom d'un interlocuteur ;
- Des agréments, certificats, ou labels justifiant la démarche de la société vers ses responsabilités sociétales et environnementales : EMAS, ISO 14001, ou équivalent.

**ENTREPRISES NOUVELLES** : les entreprises nouvelles peuvent apporter dans leur candidature la preuve de leurs capacités financière, technique et professionnelle par tout moyen (présentation des titres d'études, expérience professionnelle du/des responsables).

## **B. PARTIE OFFRE**

Les candidats fourniront un dossier d'offre, contenant :

- Les annexes financières : DPGF et BPU dûment complétés, en deux formats : PDF et EXCEL ;
- Du mémoire technique dans lequel seront présentées de façon détaillée les modalités d'exécution relatives au présent marché (en lien avec le critère « valeur technique » présenté ci-après).
- D'un tableau des gammes de maintenance
- Du planning prévisionnel complété
- Du certificat de visite

**Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 08 jours ouvrés maximum.**

## **ARTICLE 09 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

---

### **A - Sélection des candidatures :**

Conformément à l'article R. 2161-4 du code de la commande publique, CY Cergy Paris Université se réserve la faculté de décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures seront analysées à partir des pièces demandées dans le présent règlement de consultation.

### **B - Jugement des offres :**

Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères définis ci-après, et pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Critères	
<b>1- VALEUR TECHNIQUE</b> <ol style="list-style-type: none"> <li><b>Méthodologie</b> et moyens pour respecter les délais d'intervention, description du mode opératoire et de l'organisation des maintenances, présentation des gammes et leurs récurrences annuelles, planning: <b>20 points</b></li> <li><b>Qualité</b> des personnels dédiés à la prestation – A joindre à la consultation - (présentation des CV, qualifications, profils, les attestations des formations des licences des constructeurs, certification des constructeurs, expériences professionnelles dans le domaine de la téléphonie fixe, formations et habilitations constructeur concernant le réseau CY ...) : <b>30 points</b></li> <li>Dispositif et moyens de l'entreprise pour répondre à des pannes de grandes importances (supérieures à 50%) <b>10 points</b></li> </ol>	<b>60 points</b>
Prix : <b>40 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Partie forfaitaire (DPGF) : <b>25 points</b></li> <li>Partie hors forfait (BPU) : <b>15 points</b></li> </ul>	<b>40 points</b>

## ARTICLE 10 VISITE DE SITES

Les visites de sites se déroulent sur rendez-vous. Les candidats adressent leur demande à l'adresse email suivante : [Maurice.Carole@cyu.fr](mailto:Maurice.Carole@cyu.fr)

**En raison de la situation COVID, la visite reste facultative, mais les candidats peuvent demander une reconnaissance des lieux en respectant la procédure sanitaire. La visite aura pour but non seulement de constater l'état des lieux, mais également la configuration générale des locaux et accès, étant entendu que toutes précautions et protections soient dues pour garantir la sécurité des occupants et des tiers.**

## ARTICLE 11 : CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

### Transmission dématérialisée

Le pli doit être envoyé par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation des procédures de marché « LA PLACE », à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat trouvera sur ce site un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Le candidat est invité à tester la configuration de son poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Il dispose sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette remise dématérialisée de son pli, le soumissionnaire doit tenir compte des indications suivantes :

**Format des fichiers** : uniquement les formats Office 2003 ou 2007 et PDF

**Gestion des plis déposés « hors délais »** : les plis transmis sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme « hors délai ».

### **Copie de sauvegarde**

Les soumissionnaires peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou support physique électronique, une copie de sauvegarde établie selon des modalités fixées par arrêté du 14/12/2009 du Ministre chargé de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée sous pli scellé comportant la mention lisible « copie de Sauvegarde » et l'objet de la consultation.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Si la copie de sauvegarde n'est pas ouverte, elle est détruite à l'issue de la procédure.

La copie de sauvegarde est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante:  
Soit par courrier postal, soit par dépôt direct

<p>CY CERGY-PARIS UNIVERSITE Site des chênes Jardin Tropical Service des marchés publics- Bureau 122 33 boulevard du Port 95011 Cergy-Pontoise Cedex A CCORD-CADRE 2021CYCPU0S003</p>
---

**Nouvel Utilisateur** : Il est fortement recommandé au nouvel utilisateur de la plateforme de s'enregistrer au moins 48 heures avant le dépôt de leur offre.

## **ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seront nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir une demande écrite, via la place : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. La réponse sera transmise par la même voie à l'adresse de tous les candidats.

## **ARTICLE 13. ATTRIBUTION FINALE**

### **ATTRIBUTION FINALE**

Le candidat retenu pour l'attribution de l'accord-cadre devra fournir les documents suivants :

1. Un acte d'attribution valant engagement revêtu d'une signature manuscrite. L'Université transmettra – via LA PLACE - au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, un acte d'attribution valant engagement. Cet acte d'attribution valant engagement devra être retourné, dans un délai de 5 jours calendaires, signé par la personne habilitée à l'Université, par voie électronique sur la plateforme PLACE.

**ATTENTION : par la seule remise d'un pli, le soumissionnaire s'engage, s'il est désigné attributaire, à signer l'acte d'engagement. La signature de l'acte d'attribution valant engagement vaut signature de toutes les pièces contractuelles. Tout refus de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.**

#### ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

---

En application de l'article 32 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, L'Université, représentée par son président Monsieur François GERMINET, informe les candidats que des données à caractère personnel les concernant font l'objet d'un traitement informatique obligatoire mis en œuvre par l'université. Ces données sont collectées afin d'assurer la gestion du marché public. Elles seront conservées pendant la durée précisée et sont destinées aux personnels chargés de la passation et de l'exécution du marché public.

Les candidats peuvent accéder aux données les concernant ou demander leur effacement. Ils disposent également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de leur données (cf. [cnil.fr](http://cnil.fr) pour plus d'informations sur vos droits). Ils peuvent exercer ces droits en contactant le délégué à la protection des données personnelles de l'université à l'adresse électronique suivante : contact [dpo@u-cergy.fr](mailto:dpo@u-cergy.fr). S'ils estiment, après avoir contacté ce délégué, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, ils peuvent adresser une réclamation à la CNIL.

#### ARTICLE 15: LITIGES, INFORMATION SUR LES RECOURS ET JURIDICTION COMPETENTE

---

Toute communication relative à ce marché doit être rédigée en langue française.

Le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des dispositions des documents du présent marché.

#### ARTICLE 16: VOIES DE RECOURS

---

Référé précontractuel sur la base des articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative jusqu'à la conclusion du contrat. Un délai suspensif 16 jours est respecté entre la date d'envoi de la notification du rejet de leur offre aux sociétés non retenues et la date de signature du marché. Ce délai est de 11 jours en cas d'envoi dématérialisé.

Une fois le contrat signé, référé contractuel sur la base des articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative jusqu'au 31ème jour qui suit la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou à défaut d'avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat.

Le référé contractuel n'est pas possible lorsque :

- 1) dans le cadre d'un référé précontractuel, l'acheteur public a respecté la suspension et s'est conformé à la décision ;
- 2) ou lorsque l'acheteur public, avant toute signature, a publié un avis d'intention de conclure au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), et respecté un délai de 11 jours après cette publication.

Recours en contestation de validité contractuelle issu de la jurisprudence "Société Tropic travaux signalisation Guadeloupe" (CE, ass. 16.7.2007, n°291545, Sté Tropic travaux signalisation) et "Département du Tarn-et-Garonne" (CE, ass, 4 avril 2014, n°358994) dans un délai de deux mois à compter des mesures de publication de l'avis d'attribution au JOUE, ou à défaut d'avis, sans condition de délai, pour les candidats évincés et les tiers susceptibles d'être lésés dans leurs intérêts.

Recours indemnitaire sur la base des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.